

**UNE EXPÉRIENCE DE CONSCIENTISATION
PAR ENQUÊTE
EN MILIEU POPULAIRE**

Jean Merlo

**UNE EXPÉRIENCE DE CONSCIENTISATION
PAR ENQUÊTE
EN MILIEU POPULAIRE**

Document de travail Inodep/8

Éditions L'Harmattan
7, rue de L'École-Polytechnique
75005 PARIS

Avant-propos

Encore une enquête !

C'est ainsi que bien souvent réagissent des groupes engagés dans le champ des problèmes sociaux, et notamment les travailleurs sociaux membres de ces groupes. Les milieux « socialement défavorisés » ont *subi* — le mot n'est pas trop fort — des enquêtes en tout genre : sur l'habitat, l'alimentation, la garde d'enfants, le travail des femmes, etc., par questionnaires ou par interviews, sur des échantillons ou sur l'ensemble de la population (à la faveur de recensements, par exemple). Les travailleurs sociaux sont las de tant d'interrogations sur des problèmes dont on ne voit pas la solution, de tant de réponses compilées dans des rapports.

Et pourtant l'expérience nous a prouvé qu'un certain type d'enquête, à la technicité réduite et maîtrisable par des non-spécialistes, pouvait avoir une efficacité — relative, mais significative — en suscitant ou renforçant des groupes d'action qui prennent en charge, et comme objectifs de lutte, les problèmes de leur milieu, étudiés par ce type d'enquête.

En 1978, nous avons publié un document de travail

intitulé *L'Enquête conscientisante, problèmes et méthode* (1) sur la base d'expériences réalisées avec des groupes de jeunes paysans (Gers), de travailleurs migrants (Saint-Denis), de femmes au travail (près de La Courneuve), etc.

A l'appui de ce document méthodologique, nous présentons ici l'analyse d'une seule expérience re-située dans son contexte concret : celle réalisée par le « Groupe féminin » du quartier de La Fauconnière à Gonesse, que l'Inodep a accompagné à titre d'appui technique et méthodologique durant toutes les phases de l'enquête expérimentée par ce groupe dans un milieu populaire. (2)

Ensuite, nous développons davantage la phase finale de ce type d'enquête, qui est le passage à l'action dans le milieu, ce que notre précédent document de travail ne faisait qu'esquisser.

Enfin, nous renvoyons en notes ou en annexes les problèmes plus théoriques que soulève ce type de démarche, au niveau du concept de « conscientisation » comme à celui de l'« objectivité » de la connaissance du milieu auquel il conduit. Par contre, il nous a paru intéressant d'établir des comparaisons, pour certaines étapes ou phases de la démarche, entre ce que nous continuerons d'appeler « l'enquête conscientisante », et « l'enquête participative », dont Guy Le Boterf (3) vient de remanier la méthode, après ses premières élaborations entre 1970 et 1974. Car ces deux types d'enquêtes sont manifestement très proches, sans pourtant

(1) En collaboration avec Colette HUMBERT, aux éditions L'Harmattan, Paris, dans la série des « Documents INODEP », n° 5. Le présent document (n° 8) suit le même plan que celui-là, pour ce qui est des phases et des grandes étapes. Lorsqu'il y sera fait références, ce sera sous le sigle : Doc. INODEP n° 5.

(2) Cette enquête a duré de février 1979 à juin 1980. Elle a fait l'objet d'un mémoire de maîtrise, soutenu à l'Université Paris XIII, par Colette LESIRE, sous le titre : *D'une pratique sociale individuelle à une action sociale collective et promotionnelle : Un itinéraire de conscientisation* (1981). Les pages qui suivent y font naturellement de nombreux emprunts.

(3) LE BOTERF Guy, *L'Enquête-Participation en question*, éd. de la Ligue française de l'enseignement, Paris, 1981.

être de la même façon applicables dans n'importe quel groupe. Dès lors, ils conduisent à des actions de visées différentes.

L'enquête conscientisante réalisée par le « Groupe féminin » de Gonesse a connu un bon nombre d'incidents de parcours, et nous les signalerons. Les prises de conscience qu'elle a provoquées dans le milieu, et les actions qu'elle a suscitées ne se caractérisent pas par un haut niveau de politisation, bien qu'en principe la méthode devrait y conduire (1). Nous en rechercherons les raisons et verrons que ce type d'enquête fait progresser la conscience et l'engagement politiques à partir des potentialités objectives du groupe-acteur, et compte tenu de ses limites socioculturelles. C'est une méthode d'éducation politique dans les milieux populaires à condition de concevoir la politisation comme un processus lent, qui souvent commence bien en amont des engagements dans un parti et/ou un syndicat, et qui se repère autrement que par l'adhésion à des discours idéologiques.

Les limites de notre méthode s'ajoutent à celles déjà annoncées dans le document de travail précédent. Et pourtant l'expérience vécue et analysée à Gonesse nous a, pour notre part, beaucoup enrichi, instruit et conscientisé. Alors : merci à « La Fauconnière ».

(1) Ce fut le cas dans l'enquête conscientisante menée par les objecteurs de conscience belges francophones entre 1979 et 1982.

Introduction

« L'enquête conscientisante, c'est l'investigation des conditions sociales d'existence des catégories sociales de milieu populaire, pour que ces catégories prennent conscience des blocages à leur épanouissement et se mobilisent contre ces blocages. Elle est faite par des groupes appartenant aux populations défavorisées et dynamisant celles-ci qui, dès lors, passent de la position d'objets à celle de collaborateurs de la recherche, à laquelle les animateurs ne participent que comme appui méthodologique.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

— Elle part de l'action de groupes déjà engagés auprès des couches populaires pour tenter de résoudre certains de leurs problèmes.

— Les hypothèses permettant de cerner un des problèmes de ces populations sont recherchées avec ces groupes. Ce ne sont pas seulement des hypothèses d'analyse, mais aussi des hypothèses d'action.

— Les résultats de l'enquête sont diffusés à l'ensemble de la population, à la base, dans son code culturel et sont orientés vers l'action.

L'enquête conscientisante est porteuse d'un processus de conscientisation qui se déroule en trois étapes :

● Animateurs et enquêteurs « se conscientisent » en délimitant le thème puis « l'objet-problème » de l'enquête, et en

le traduisant en questionnaire ou interview pour vérification des hypothèses correspondant à ce dernier.

- Enquêteurs et échantillon « se conscientisent » lors des interviews.

- Enquêteurs, animateurs, échantillon, milieu global « se conscientisent » en discutant des résultats de l'enquête et de l'action à mener en conséquence.

Ainsi, les populations sont amenées à progresser dialectiquement :

- dans l'analyse critique de la réalité.
- dans le processus d'actions transformatrices.

Cette méthode, l'INODEP l'a expérimentée à plusieurs reprises, notamment dans le Gers de 1972 à 1975 (Recherche des causes du sous-développement et du dépeuplement), mais elle n'est présentée ni comme définitive ni comme un modèle à appliquer.

Il s'agit d'un outil qui peut et doit être adapté et amélioré en fonction de la dialectique action-réflexion de chaque population en recherche. » (1)

Une des différences qui séparent l'enquête consciensante de l'enquête-participation se situe au départ de telles interventions. Qui en prend l'*initiative*, et à la demande *de qui* ? Chez *Le Boterf*, étant donné le caractère international du cadre et de la problématique à l'intérieur desquels se sont déroulées les enquêtes qu'il a accompagnées sur le terrain en Amérique centrale, il est clair que la décision de mettre en place les processus nécessaires au démarrage de telles enquêtes ne pouvait pas venir *principalement* des six villages choisis pour cela. Certes, la population concernée va être appelée à identifier elle-même ses propres problèmes, mais dans le cadre d'une recherche dont la mise en route et même le thème général ont été décidés en haut lieu, et à laquelle « on » l'incite à participer.

Notre intention n'est pas de critiquer abstraitement et a

(1) C. LESIRE, *op. cit.*, pp. 126-127.

priori cette façon de commencer les enquêtes. Mais notre méthode est différente, ne serait-ce que parce que son champ d'investigation est plus réduit et concerne des actions de moindre amplitude. L'enquête conscientisante, à Gonesse (1), a été demandée par un groupe déjà constitué, fait de personnes appartenant aux couches sociales les plus défavorisées de la cité « La Fauconnière » : nous verrons comment et pourquoi dans la première partie de ce document de travail, qui correspond à la première phase — préparatoire — de ce type d'enquête.

Deux autres différences doivent encore être signalées. Elles portent sur le comportement de l'animateur au sein du groupe qui réalise l'enquête lorsqu'il s'agit de :

- 1) conduire l'analyse du problème identifié ;
- 2) déterminer quelles catégories de la population vont être interrogées sur ce problème.

Car si l'enquête-participation veut se mettre au service des opprimés et avoir un impact social important (2), l'enquête conscientisante a bien la même finalité. Et pourtant le comportement de l'animateur sur les deux tâches indiquées ci-dessus n'obéit pas aux mêmes méthodes. A la fin de la première partie de ce document, nous verrons mieux comment et pourquoi, d'après l'exemple concret de Gonesse.

Cette première partie, et la phase préparatoire qu'elle décrit, se termine lorsque le groupe a déterminé avec « pleins pouvoirs » quelles questions sont à poser, et à qui, dans le milieu concerné par l'enquête conscientisante. Mais la façon de poser les questions, et même le langage à employer pour cela, a beaucoup d'importance pour notre méthode. L'enjeu est de taille : le groupe acteur de l'enquête a déjà progressé en conscientisation par l'analyse du problème et la définition de l'échantillon qu'il a choisi. Encore faut-il qu'il questionne les personnes à interroger en tenant le pari de les « interpeller » sur des aspects de la réalité

(1) Ce qui n'avait pas été le cas dans le Gers en 1972.

(2) LE BOTERF, *op. cit.*, p. 263.

auxquels elles n'avaient peut-être pas pensé, sans les manipuler, c'est-à-dire sans conditionner les réponses. Pour gagner ce pari, il faut des outils et même des techniques. *Le Boterf* n'en parle pas dans le détail, après avoir annoncé que ce n'est pas son propos (1). Nous dirons par quels procédés le « Groupe féminin » (2) a tenté de gagner ledit pari, et dans quelle mesure on peut penser qu'il y est parvenu.

La dernière des différences les plus importantes — parce que structurant aussi les démarches respectives — concerne la façon dont les résultats de l'enquête sont diffusés à la population pour y générer des débats. Ce que l'enquête-participation appelle « *feed-back* », et l'enquête consciensante « décodification ». Cette différence sera analysée à la fin du document (phase III, troisième partie).

(1) LE BOTERF, *op. cit.*, p. 258.

(2) Notre insistance à utiliser ce nom entre guillemets tient au fait, relaté plus loin, que c'est ainsi que le groupe se désigne lui-même et s'est constitué en association régie par la loi de 1901. C'est son nom propre, en quelque sorte.

PREMIÈRE PARTIE

**Le milieu
où s'est déroulée l'enquête
et sa phase préparatoire**

I — La constitution du « Groupe féminin »

1. Gonesse et La Fauconnière

Le cadre

Gonesse est une commune de grande banlieue de la région parisienne, chef-lieu de canton, située au sud-est du département du Val-d'Oise, à la limite de celui de la Seine-Saint-Denis, à vingt kilomètres environ de Paris. Bien qu'elle soit située à proximité de l'aéroport du Bourget, et à environ quinze kilomètres à l'ouest de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, elle n'en subit pas trop les nuisances (bruit, pollution).

Le « vieux Gonesse » (Gaunissa des Romains) a un passé historique dont témoignent des vestiges. Philippe Auguste y est né... Avant guerre, c'était un gros bourg rural, qui n'est devenu « banlieue » que tardivement. Mais entre 1962 et 1968, la population a augmenté de 142 % (1), à la faveur

(1) En 1962, on comptait 8 541 habitants ; en 1968 : 21 234 ; en 1980 : 23 000.